

1997-1998

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

**L'essor du nationalisme en Europe
centrale après la guerre -froide**

C.I.D./ PARIS

CDT MARES

AG

L'essor du nationalisme en Europe centrale après la guerre-froide

La menace potentielle de l'essor du nationalisme a apparu en Europe centrale et orientale après la guerre froide. A partir 1989 ce nationalisme s'est établie dans le vocabulaire politique parce que certains états possédaient une démocratie à peine née, ce phénomène est apparue avec une force extraordinaire.

La chute du régime communiste a révélé en outre des problèmes ethniques et nationaux qui n'ont pas été résolus avant la montée des communistes au pouvoir et dont l'évolution naturelle a été interrompue sous la direction soviétique. Il peut être intéressant de savoir qu'à l'époque du socialisme le problème des minorités a été résolu selon la théorie de LENINE. Sur la base cette théorie préconise, le sentiment d'appartenance à la nationalité a été subordonné au principe de la division politique de la société. Les pays et les peuples vivant entre l'Allemagne et l'URSS sont devenus les sattelistes de l'URSS avec toutes les conséquences. Les tendances centrifuges dans ces pays ont été mises hors circuit car leurs gouvernants jonglaient souvent avec des mots comme: coexistence pacifique, internationalisme, Etats socialistes et COMECON, bâtir une nouvelle société ensemble etc. Le monde bipolaire, deux camps antagonistes, donnait l'impression de la protection des particularismes des états membres les deux pactes. A cette époque l'Occident semblait convaincu de la disparition du nationalisme en Europe.

Après la désintégration du pacte de Varsovie et le COMECON les états ont réapparu avec toutes leurs particularités. La plupart des pays post - communistes n'ont pas connu la démocratie réelle, sauf la Tchécoslovaquie, qui a été entre les deux-guerres mondiales l'exemple de la démocratie et la société libérale en Europe. L'ignorance de la démocratie est la raison des racines de la décomposition récente de l'Union soviétique, la dissolution de la Tchécoslovaquie et particulièrement la guerre en Ex-Yougoslavie, mais aussi la guerre intestine en Albanie.

Le phénomène nationaliste est plus souvent et trop facilement attribué à l'héritage du communisme mais les racines du nationalisme des pays postcommunistes sont liées à la répartition du territoire au Moyen-Age, avant et après La Première et la Seconde Guerre mondiale.

Pour analyser l'origine des racines du nationalisme dans ces pays, leurs influences sur la situation géopolitique en Europe et sur les relations entre les pays, nous allons d'abord étudier le nationalisme en tant que tel. Cette approche nous permettra ensuite d'essayer de découvrir les racines du nationalisme particulièrement en Europe centrale, c'est-à-dire en Pologne, République

Tchèque, Slovaquie et Hongrie, pays formant dans le Groupe de Visegrad. Ces connaissances sont indispensables pour la compréhension de l'évolution du nationalisme en Europe centrale après 1989 aux dimensions plus larges et peuvent simultanément signaler que le nationalisme est la principale menace de la paix et la stabilité en Europe.

I - Le nationalisme et ses racines historiques en Europe central

Si nous voulons parler des questions du nationalisme il faut caractériser le nationalisme. Dans le vocabulaire historique et politique ce mot, vraisemblablement d'origine britannique, n'apparaît qu'à la fin du XVIII^e siècle, pour désigner les excès du patriotisme jacobin en France. Ce mot se généralise dans les dernières années du siècle dernier pour désigner les revendications des peuples assujettis, aspirant à l'indépendance qui se fortifient pendant ce temps avant tout en Europe et en Afrique. Nous pouvons dire que dans cette phase le nationalisme avait la forme plutôt d'exaltation patriotique et il a joué dans l'histoire des nations un rôle positif pour leur naissance et pour constituer leur Etat - Nation.

Il est difficile de savoir où s'achève le patriotisme d'une nation et où commence le nationalisme libéral, qui peut changer pas à pas sa nature et mener jusqu'au chauvinisme, aux revendications politiques, territoriales, au nettoyage ethnique et chez la nouvelle forme exacerbée de la guerre, comme en Ex-Yougoslavie. Le nationalisme a commencé à jouer un rôle néfaste quand les nations ont succombé aux tentations d'assujettir leurs voisins.

Nous pouvons poser la question des relations entre le nationalisme et l'idéologie ? Le nationalisme va au - delà des idéologies, rationnelles ou irrationnelles. Le nationalisme se fonde sur la peur des individus, sur le sentiment de la menace externe comme interne, sur la crainte de la soumission de la nation, car menacer ma nation, c'est aussi menacer ma propre vie, ma propre identité, mais également ma famille. Nous devons convenir que le nationalisme est une recherche passionnée de l'identité nationale. La violence du nationalisme est d'abord interne, elle cherche à rassembler les membres de sa nation et puis le nationalisme fait d'eux des acteurs conscients et solidaires. Si un tel effort est nécessaire, c'est sans doute l'aveu que le nationalisme n'est pas une donnée naturelle. L'homme ne naît pas comme patriote.

Toutes les formes du nationalisme créent leurs doctrines autour de quatre thèmes principaux: souveraineté, unité, passé historique et affirmation de la civilisation nationale. Les idées du nationalisme peuvent être intégrée à d'autres idéologies où elles prennent des motivations diverses et souvent contradictoires.

Il est difficile alors d'établir une typologie du nationalisme. Les historiens étudiant le phénomène nationaliste, ont établi des critères de différenciation des expressions idéologiques du nationalisme dont la combinaison permettrait de classer divers types de nationalisme.

Six critères fondamentaux semblent pouvoir être retenus: situation historique, évolution économique, motivation doctrinale et idéologique, attitude sociale, type de civilisation et attitude religieuse. Selon ces critères on peut parler d'un nationalisme de type démocratique, autoritaire ou socialiste; d'un nationalisme de la satisfaction, de l'euphorie ou, par contre, de l'inquiétude et de l'angoisse; d'un nationalisme de type occidental, africain, arabe, latino-américain ou russo-soviétique, de même que certain nationalisme peut se trouver associé à la lutte pour la liberté religieuse. Ce nationalisme a des tendances d'habitude très agressives comme il en est ainsi dans quelques régions du monde arabe mais aussi en Ex-Yougoslavie et en Irlande du Nord. Dans ce cas on peut parler d'un nationalisme déclaré comme doctrine. C'est le nationalisme de nationalistes.

Nous pouvons aussi distinguer le nationalisme de certaines couches de la société, qui exprime les intérêts de ces couches. Le nationalisme tend à se confondre avec les revendications ou les aspirations de certains groupes, ou de certaines classes, bourgeoises, ouvrières ou paysannes, selon les moments historiques et selon les pays. Ce nationalisme se définit essentiellement comme un facteur d'opposition à l'égard des structures existantes. L'histoire de l'Europe occidentale est le modèle de ces fondements du nationalisme qui ont permis l'évolution vers l'Etat-nation. En effet, l'Etat-nation fait disparaître la menace de dislocation interne d'une nation ainsi que les émotions nationalistes situées avant la constitution de l'état quand la menace externe n'était pas encore perçue. Cette constatation nous permet, malgré une forte simplification du phénomène nationaliste, de constater que ce sont surtout les minorités et leur revendications territoriales qui sont aujourd'hui le siège d'un nationalisme exacerbé.

Quand nous analysons la politique nationale ainsi que le respect des droits des minorités dans certains pays socialistes ou démocraties populaires, nous constatons qu'ils connaissent aujourd'hui des tensions nationalistes. Nous ne pouvons pas cependant rejeter en bloc tout ce que le socialisme a réalisé comme mauvais sans analyser profondément les réalités. Le problème, en effet, est plus complexe.

Quelles sont donc les racines historiques du nationalisme en Europe centrale?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord découvrir les secousses historiques qui ont perturbé l'évolution des peuples dans cette région. Après l'arrivée des Slaves en Europe centrale et orientale au 5-6e siècle, les tribus slaves occidentales atteignaient la zone Berlin. Mais les tribus Germaniques poussent successivement Les Slaves à l'est. La situation se stabilisait partiellement au début du 9e siècle avec la naissance du premier grand empire des Slaves, l'Empire de Grande Moravie qui a été l'opposition de royaume de Germanie à l'ouest. La tension entre Slaves et Germaniques se sont arrêtés sur

l'Oder et sur les chaînes de montagnes qui entourent La Bohême mais sans disparaître à jamais. A la fin du 9e siècle arrivèrent les Magyars, sous la conduite d'Arpad, comme nouveau phénomène dans la zone Pannonie. Après des raids dévastateurs sur l'Occident, ils se stabilisèrent dans la plaine danubienne. La Grande Moravie tomba sous l'envahisseur Hongrois et Germaniques ont dû aussi combattre contre leur expansion. A partir de cette époque ces grands groupes ethnies se battaient entre eux ou au contraire deux se sont alliés contre le troisième. La création de l'empire des Habsbourg et de l'Empire ottoman, les nombreux partages de la Pologne sous l'expansion russe et germanique ont brouillé les frontières des Etats, qui ne correspondaient plus à celles des ethnies et cette situation a conduit à la naissance d'un nationalisme linguistique.

Les peuples soumis des petites nations actuelles (les Tchèques, les Slovaques, les Ruthènes, de même que les nations de la Baltiques et certaines des Balkans) n'étaient ni exterminés ni déportés. Ils étaient seulement expropriés de leurs biens et leur culture. Leur destin était simple: l'assimilation lente par la perte de l'identité culturelle. L'assimilation était le but à long terme et c'était la langue, la culture et souvent la religion imposée par le nouveau maître qui leur rappelaient chaque jour leur situation. La langue est restée alors le seul moyen de sauvegarder leur identité et leur culture, le seul moyen d'opposition et de contrer le vainqueur. La langue est le support de l'héritage culturel et spirituel indispensable à la cristallisation d'une véritable conscience nationale.

En Europe centrale les langues ne font pas seulement partie de l'identité de la nation, elles symbolisent, en plus, les mouvements nationaux du XIXe siècle et la lutte des nations assujetties contre la poussée assimilatrice. Chez les vainqueurs, la langue a représenté le moyen d'assimiler les nations soumises pour renforcer la stabilité et la puissance de l'état vainqueur.

Toutes les nations évaluent, jusqu'à à la Première Guerre mondiale, leur propre situation, en fonction des rapports de forces linguistiques, ce qui a diminué l'importance des frontières nationales en Europe centrale et orientale. On peut dire qu'aujourd'hui c'est déjà l'histoire. Mais l'histoire d'une nation est le fil continu des événements liés par une logique certaine, qui demeure toujours la même. Par exemple: les Tchèques ont fui devant la poussée de la germanisation chez la théorie la mutualité slave et puis en 1918 par la création de la Tchécoslovaquie. Pour le peuple polonais, privé d'Etat à l'issue des partages successifs achevés en 1795, la foi catholique constitua un pôle de résistance à la russification. Les Grecs et les Serbes s'appuyèrent de même sur la religion orthodoxe pour affirmer leur soif de liberté et d'indépendance pendant plus de quatre siècles sous la domination ottomane. Pour les Tchèques qui ont connu la menace de l'Allemagne nationale-socialiste avant et pendant la deuxième guerre mondiale, la langue allemande est jusqu'à aujourd'hui ressentie par la majorité de

la population tchèque, en particulier la plus âgée, comme le symbole d'une menace. Pour la nation tchèque c'est la sentiment général.

La notion de nationalité désigne exclusivement en Europe centrale une appartenance ethnique et linguistique et c'est pourquoi la notion juridique de citoyenneté est importante et indispensable. Les états occidentaux ont disposé au XIXe siècle de leur propre cadre national et étatique, d'une cohésion politique et économique, et la montée ou le déclin d'un pays, sont des épisodes tristes ou glorieux. En revanche, en Europe centrale, le cadre national était de créer ou de rétablir de haute lutte au XIXe siècle et il fallait le préserver jalousement, non seulement contre les visées des Etats dynastiques, mais aussi contre l'indifférence d'une partie de la population et contre les éclipses de la conscience nationale jusqu' à l'indépendance en 1918. Toutes les nations de l' Europe centrale avaient donc connu le sentiment du danger, la soumission totale ou partielle de leur peuple à une puissance étrangère, pour les Polonais et les Hongrois, ou le danger de l'assimilation dans un état multinational, pour les Tchèques et les Slovaques.

L'empire d'Autriche était un conglomérat, qui a affaibli les peuples-nations qui le constituaient mais qui était incapable de les fondre en une seule. La conscience « autrichienne », apparue de temps en temps de la moitié du XVIIIe au début du XIXe siècle, avant tout à l'époque des guerres contre la Prusse et l'Empire ottoman. Cette conscience n'était pas capable de créer la nation autrichienne et d'éviter la création de nouvelles nations et en plus il était en decadence après les mouvements nationalitaires au cours des années 1848-49 qui étaient noyées dans le sang. Le modèle fédéral, proposé par Vienne un mois avant la fin de la Première Guerre mondiale, était lancé trop tard pour sauver l'empire.

Chacun des pays du Groupe de Visegrad a son propre passé et malgré leur voisinage on ne peut pas parler du passé propre à un pays ou une nation depuis le Xe siècle dans cette région européenne. Chacune de ces quatre nations connut dans son histoire des périodes célèbres (thème historique pour le nationalisme) mais aussi des dates, des événements « tragiques » pour celle-ci et des périodes de soumission durant souvent plusieurs siècles (justification de la menace). Trois de ces nations, Pologne, Hongrie et République tchèque, ont formé au cours de leur histoire des Etats; aujourd'hui on parle des Etats historiques. Les Slovaques sont passés sous la domination hongroise à partir du IXe siècle et n'ont été reconnus comme nation qu'en 1918, au sein de la Tchécoslovaquie. L'absence de la coïncidence des frontières historiques et ethniques perdues aussi après la dernière rectification des frontières en Europe centrale après la Seconde Guerre mondiale a maintenu des minorités. Mais des pertes de « territoires historiques » (c'est le cas de la Hongrie), a créé de nouvelles minorités et décalé des frontières (c'est le cas de la Pologne) autorisant ainsi de nouvelles présuppositions pour des tensions nationalistes. Cette réalité

crée la peur pour l'existence de la communauté, pour la perte du territoire. C'est un phénomène typique de longue durée dans le passé des peuples en Europe centrale et orientale. Les racines historiques du nationalisme dans cette région sont à trouver dans cette crainte.

Le socialisme avait prétendu dépasser le nationalisme, celui-ci étant considéré comme phénomène du capitalisme. Le socialisme a interrompu l'évolution naturelle des nations du camp socialiste: il l'a gelé mais ne l'a pas supprimé. Les pays ont dû renoncer à leurs revendications nationales (La Hongrie en 1955, la Pologne en 1949). Nous pouvons voir que malgré la falsification historique et la manipulation idéologique, rien n'est effacé de la mémoire des nations. Les nations se remémorent leur passé qui avait été soigneusement dissimulé ou déformé. Ces souvenirs sont très forts. La nostalgie de la grande Pologne des Jagellons, le souvenir du glorieux passé du royaume de Bohême, l'exaltation de la Dacie des origines pour les nationalistes roumains, l'évocation de la tradition impériale byzantine pour les Grecs, la mort du roi Lazare à Kosovo pour les Serbes peuvent constituer un terrain propice au radicalisme de toute espèce, notamment au nationalisme.

II - Nationalisme en Europe centrale au début des années 90 et aujourd'hui

Le nationalisme, né au XIXe siècle, a joué un rôle important dans l'histoire de ces pays du groupe de Visegrad mais, il avait plusieurs aspects. Sa naissance est étroitement liée avec le combat pour la liberté nationale qui éclatait dans les mouvements de 1848 contre des ensembles multinationaux.

Le nationalisme dans cette région n'a pas l'aspect de tensions religieuses, sauf en Pologne où la poussée de l'église catholique, encouragée par le Pape, est ressentie par les minorités orthodoxes et uniates comme une menace polonaise. Aujourd'hui on trouve les uniates près de la frontière orientale de Pologne, Hongrie et en Slovaquie où ils sont très nombreux .

Ce sont d'abord aujourd'hui des problèmes de minorités vivant dans les Etats voisins (Hongrie, Pologne), ou de minorités étrangères vivant dans ces pays (Pologne, Slovaquie) et le transfert des Allemands de la Pologne et de la Tchécoslovaquie après la Seconde Guerre mondiale, qui peuvent réveiller des passions nationalistes dans ces quatre pays et aussi en Allemagne. Le sentiment de la menace allemande pour la souveraineté nationale est renforcé aujourd'hui par la richesse d'une Allemagne très proche. L'influence allemande en Europe centrale dépasse de loin l'influence des autres nations occidentales et sa sphère d'influence politique et économique atteint la Slovénie, la Croatie, la Hongrie et dans la République tchèque.

21 - Hongrie

Le problème principale hongrois d'aujourd'hui est lié à l'acceptation de la perte des territoires de la Grande Hongrie par le traité de Trianon en 1920 avec les minorités hongroises qui y vivent encore.

Après le compromis austro - hongrois instauré en 1867 sur le dos des autres minorités de l'empire, la Hongrie occupait les territoires habités par des populations parlant des langues diverses. La politique de la magyarisation de la population a créé un nationalisme anti-magyar, qui au plus haut degré a contribué à la désintégration de la Monarchie austro - hongroise après la Première Guerre mondiale. La perte de 68 % du territoire après cette guerre a poussé la Hongrie naturellement vers le nationalisme irrédentiste et le régime totalitaire de Horthy. Cet irrédentisme hongrois a mené la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie à la création de la Petite Entente dirigée contre la Hongrie. Mais les deux arbitrages de Vienne en 1939 n'ont pas empêché. La Hongrie d'annexer la Slovaquie du sud, la Transylvanie, la Ruthénie et la Voïvodine.

Après la Seconde Guerre mondiale la Hongrie n'a pas exécuté le transfert planifié des Hongrois de la Slovaquie du sud. Mais le traité de paix de Paris en 1947 confirma celui du Trianon au détriment des demandes hongroises de modification des frontières. A cause de ce découpage, le peuple hongrois est l'un des plus divisés d'Europe: 2,5 millions en Roumanie, 600 000 en Slovaquie, 500 000 dans l'ex-Yougoslavie, 200 000 en Ukraine subcarpatique et 50 000 en Autriche.

La Hongrie populaire a renoncé à ses revendications territoriales, mais malgré cela, le sentiment anti-magyar en Roumanie et en Serbie a déterminé une politique isolationniste chez la minorité hongroise. Le nationalisme hongrois semble en deuil, c'est un sentiment de déception, et d'abandon dans un monde slave. Il est étroitement lié à la situation des minorités hongroises dans les pays voisins. Il n'est donc pas étonnant qu'après l'effondrement du socialisme, la Hongrie ait introduit dans sa constitution que « La République hongroise se sent responsable du sort des Hongrois vivant hors de nos frontières, et elle encourage le développement des relations de ces communautés avec la Hongrie ». Ceci a provoqué des réactions animées chez ses voisins. Les tensions nationalistes et les relations interétatiques tendues avec les pays voisins furent les conséquences de la renationalisation de la politique étrangère hongroise au début des années 90 (avec la Tchécoslovaquie affaire du barrage de Gabčíkovo dans un contexte nationaliste, avec la Roumanie l'événement de Tirgu-Mures et le respect des droits de la minorité hongroise, avec la Serbie - l'affaire Kalashnikov). La Roumanie, l'ex-Yougoslavie et aujourd'hui la Slovaquie craignent l'irrédentisme des nationalistes hongrois en Hongrie comme les revendications autonomistes des minorités.

La société hongroise a compris l'impasse de la renationalisation et la nécessité de « se réconcilier avec l'histoire ». Le nouveau gouvernement, de l'élection en 1994, formé sans les partis nationalistes, ne situe pas au premier rang la question des minorités et s'éloigne des demandes de révision frontalière. La Hongrie a signé les accords bilatéraux concernant l'intangibilité des frontières avec tous ses voisins et elle a engagé son respect des minorités slovaques, roumaine et de l'ex-Yougoslavie sur son territoire. Cette politique réaliste signifie le recul du nationalisme, augmente la sécurité de la région et peut donner à la Hongrie un nouveau statut en Europe.

22 - La Pologne

La nation polonaise comme la plus nombreuse des nations Slaves de l'Ouest a pu relativement surmonter des obstacles du développement historique. Mais c'est tout le contraire en Pologne qui a été marqué par son extrême instabilité territoriale et sa structure. Après avoir été une grande puissance qui s'étendait au XVIII^e siècle de la Baltique à l'Ukraine déployé avant tout grâce aux nobles polonais qui ont été disparates et avares, la Pologne a souffert de l'expansion de ses puissants voisins - Autriche, Prusse et Russie. Cinq fois partagée, la Pologne est passée au début du XX^e siècle sous la domination russe. La politique de la Russie tsariste avant tout après l'insurrection générale déclenchée en décembre 1830 était la politique de la violence et de la répression qui passe par l'exil des milliers de patriotes. Il fallut attendre l'effondrement de la Russie tsariste et des puissances centrales pour la renaissance de la Pologne. La frontière avec l'Allemagne a été tracée de manière à peu près équitable soit par le traité de Versailles soit par plébiscite. La frontière à l'est a été établie le long de la ligne de Curzon respectant les territoires peuplés en majorité de Lituanais, de Biélorusses et d'Ukrainiens. Mais la Pologne a succombé aux tentations de conquête du territoire historique à l'Est. Une offensive en 1920 et le traité de Riga lui attribuèrent une grande étendue à l'Est de la ligne Curzon avec des fortes minorités de six millions de personnes ce qui lui a créé de nouveaux problèmes frontaliers.

La Pologne a disparu des cartes du monde en septembre 1939; elle fut partagée entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Les frontières de la Pologne contemporaine, entérinées par la conférence de Postdam en 1945, donnent au territoire polonais une configuration inédite. La Pologne a subi un glissement de plus de 100 km vers l'ouest au profit de l'Union soviétique et au détriment de l'Allemagne. A l'ouest et au nord, la Pologne intégra des territoires qui avaient été peuplés d'Allemands depuis sept siècles, ce qui hypothéqua gravement l'avenir des relations germano-polonaises; à l'est au contraire, la Pologne perdit de vieilles villes polonaises comme Lwow et Vilnius.

Pendant la guerre froide les territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neisse étaient considérés comme placés sous administration polonaise et les frontières d'ouest et orientale de la Pologne ne furent reconnues sur le plan international que lors la signature de l' Acte final d'Helsinki en 1975.

La Pologne connut aussi des transferts de population de grande ampleur après la Seconde Guerre mondiale - déplacement de 5 millions d'Allemands vivant à l'est de la ligne Oder-Neisse et de 2 millions de Polonais vivant à l'est de la ligne Curzon. Il reste cependant encore des minorités en Pologne: des Allemands (800 000 dont 300 000 réellement germanophones avant tout en Silésie), des Ukrainiens mais aussi des Lituaniens, des Tatars musulmans, des Biélorusses et même des minorités polonaises (plus de 1 000 000) qui subsistent en Lituanie, Biélorussie et Ukraine.

En Pologne catholique, on peut sentir une survivance de l'antisémitisme (via les attaques du syndicat Solidarité contre Bronislaw Geremek qui est d'origine juive et qui occupe le poste de ministre des Affaires étrangères dans le nouveau gouvernement issu des dernières élections en 1997) . En effet, les juifs furent très nombreux en Pologne avant la Seconde Guerre mondiale. Le nombre de 4 millions de Juifs en Pologne dépassait de loin le million et demi de ceux-ci en Europe occidentale, Allemagne comprise. L'antisémitisme en Pologne était si fort que la Pologne a demandé à la France la déportation de Juifs à Madagascar avant la guerre et qu'elle a sous-estimé le danger de l'irrédentisme allemand jusqu'à l'année 1939, grâce à la sympathie pour les méthodes préconisées par les nazis pour « régler le problème juif » . Le nombre de Juifs restant en Pologne après l'holocauste et l'émigration en Israël, se monte à quelques milliers. Les sentiments antisémites toutefois sont restés. L'originalité de la Pologne, au sein du bloc communiste a consisté en outre dans la tolérance dont bénéficia l'Eglise catholique. Mais il faut dire que le clergé catholique a toujours fait la politique dans les églises, contre le parti communiste et maintenant cette politique continue contre tous les partis de gauche. Les dirigeants communistes s'abstiennent de persécuter le clergé catholique, de crainte de provoquer un réflexe nationalisme.

La perte « historique » des territoires de l'Est est ressentie par les Polonais avec une forte nostalgie qui fait également partie du nationalisme polonais. Le territoire de l'actuelle Ukraine de l'ouest fut longtemps sous la domination polonaise et les relations entre la Pologne et l'Ukraine furent une longue suite d'affrontements. La ville de Lwow était une ville historique polonaise. Le nationalisme polonais s'y affronte avec le nationalisme ukrainien. Les Uniates ukrainiens - catholiques de rite grec-ortodoxe se méfient du catholicisme romain. Pour eux le catholicisme romain c'est la Pologne.

C'est avec la Lituanie, pourtant elle aussi catholique, que les relations sont les moins bonnes, essentiellement à cause de la minorité polonaise à Vilnius

et au sud de la Lituanie (300 000 de Polonais). Le grand-duché de Lituanie fut pendant des siècles une partie du royaume polono-lituanien et les Lituaniens considèrent la Pologne comme une « puissance impérialiste » .

Les minorités vivant près de la frontière sud avec l'ancienne Tchécoslovaquie sont les seules qui ne soient pas marquées aujourd'hui par le phénomène nationaliste. Seul territoire en litige, la basse Silésie fut divisée entre ces deux pays en 1920, par référendum. Les résultats du référendum que la Tchécoslovaquie a dû imposer avec l'armée car La Pologne n'a pas voulu les reconnaître.

En considérant les terribles traitements dont les Polonais furent victimes pendant la guerre, les problèmes de reconnaissance des frontières, les revendications des Allemands transférés, la crainte d'une Allemagne trop puissante sont les idées répandues dans une large partie de l'opinion polonaise. Mais selon les Polonais, c'est la Russie qui est à l'origine des pertes territoriales les plus importantes et des troubles historiques majeurs. Le sentiment de menace de la Russie expansionniste, apparu lors de la conquête tsariste, a été renforcé à cause des exactions staliniennes (Katyn et la déportation de presque 2 millions de Polonais en Sibérie pendant la guerre) . Les Polonais suivent attentivement l'évolution en Russie. Une Russie, redevenue forte sans être démocratique n'est pas forcément considérée comme un agresseur potentiel mais c'est la possibilité que Moscou parvienne à rétablir en Europe centrale une sorte de « cordon sanitaire » , que semble craindre la Pologne. De même, une Russie faible avec des conflits ethniques ou économiques avec des déplacements massifs de populations suscite de profondes inquiétudes. Cette peur de la Russie, ce sentiment d'insécurité sont aussi ressentis dans les autres pays d'Europe centrale mais ils sont plus virulent en Pologne à cause de la proximité de la Russie. La Pologne est le plus motivé insistant des pays du Groupe de Visegrad pour intégrer l'UE et l'OTAN.

En revanche la peur de l'Allemagne est aujourd'hui atténuée grâce à la politique particulière allemande envers la Pologne qui a 38 millions habitants et qui ne peut pas maintenant être passé sous silence. L'Allemagne réunifiée a reconnu la frontière d'Oder-Neisse et a demandé le pardon des Polonais. La Pologne, de son côté, a reconnu officiellement la minorité allemande en Pologne et L'Allemagne a payé 500 millions de Mark de compensations de la guerre. En 1992-93 La Pologne avait des problèmes avant tout avec de jeunes gens de la minorité allemande qui n'ont pas voulu respecter les lois polonaises. Mais cette situation les deux gouvernements semblent s'en accommoder.

Pour devenir vraiment européenne, La Pologne a renoncé à toutes ses revendications territoriales et signé les traités de bon voisinage et de respect des

droits des minorités avec tout ses voisins. Elle voit dans la démocratie et la société libérale un moyen de dépasser le nationalisme.

23 - La République tchèque

Si nous voulons caractériser le nationalisme tchèque il faudra mentionner certains aspects nationalistes en Tchécoslovaquie concernant surtout le divorce à l'amiable en deux entités. Les racines du nationalisme sont bien différentes dans chacun des deux pays et les relations entre ces deux nations sont bien d'un autre type, connu en Europe centrale. L'histoire des deux nations a beaucoup de points en commun mais aussi beaucoup de différence. Au début du IXe siècle les deux nations étaient unifiées sous l'Empire de Grande Moravie. La Grande Moravie tomba sous l'envahisseur hongrois à la fin du IXe siècle et chaque nation a choisie sa voie. La Bohême-Moravie fut érigée en royaume dès le XIe siècle puis perdant son indépendance après la bataille de la Montagne Blanche en 1620, passa sous la domination des Habsbourg et connut la poussée de germanisation de Vienne, jusqu'à l'an 1918, date à laquelle, elle s'intégra à la Tchécoslovaquie. La création de la Tchécoslovaquie en 1918, résultat du projet géopolitique d'intellectuels, tchèques comme slovaques exilés en Occident, répondait aux tentatives indépendantistes des Tchèques et Slovaques durant les dernières décennies de l'Autriche-Hongrie.

La naissance de la conscience tchèque date du début du XIXe siècle. Avec une forte urbanisation et industrialisation à la fin du siècle, sans droit politique, elle a mené le pays vers l'idée d'indépendance. Pendant cette époque on peut encore parler d'une conscience commune des Tchèques et des Allemands de Bohême contre l'Empire austro-hongrois. La création de la Tchécoslovaquie a placé les Allemands de Bohême en position minoritaire dans l'Etat slave. La Première République tchécoslovaque a incorporé de fortes minorités ethniques qui représentaient près de 40 % de la population. Les minorités allemande et hongroise ont accueilli, sans réel enthousiasme, la perspective de vivre dans un Etat commun aux côtés des Tchèques et des Slovaques. La forte minorité allemande aux territoires historiques de Bohême et de la Moravie a été la conséquence de la politique d'empire des Habsbourg. C'était la politique recatholisation, de confiscation des biens, d'émigration massive et avant tout, de la germanisation au XVIIe et XVIIIe siècle quand la nation tchèque a constitué encore la plupart de la population des Sudètes - (c'était le territoire près de la frontière allemande, pologne et autrichien). Le problème des minorités nationales fut directement responsable de l'éclatement de la première République tchécoslovaque. En 1938, Hitler exigea le rattachement à l'Allemagne de la région des Sudètes où les Allemands « étaient, disait-il, opprimés » par les Tchèques malgré la démocratie de l'Etat tchécoslovaque. Les Sudètes furent rattachés à l'Allemagne après le diktat de Munich en 1938 et environ 800 000

Tchèques ont dû abandonner leurs foyers. La Pologne aussi a occupé en Moravie et en Slovaquie plusieurs villes et villages sur la vieille frontière.

En mars 1939, la Wehrmacht envahit la « Tchéquie » qui devint le protectorat de « Bohême-Moravie ». La Slovaquie, sous le gouvernement de Mgr. Tiso qui bénéficiait du soutien de l'Allemagne, proclama son indépendance.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Allemands de souche des Sudètes comme de toutes les villes de l'intérieur du pays (env. 2,5 millions) furent transférés en Allemagne en accord avec les décisions de la conférence de Postdam. Les revendications des réfugiés sudètes (droit à la nationalité tchèque, réparations, droit au retour) empêchent aujourd'hui une normalisation complète entre les Tchèques et les Allemands. La déclaration commune comprenant surtout les excuses mutuelles (360 000 victimes tchèques pendant la guerre et 20 000 allemands lors de l'expatriation), signée en janvier 1997 par le chancelier Kohl et le premier ministre Klaus, a représenté un pas important dans la réconciliation entre deux nations. Mais dans le texte de cette déclaration il y a beaucoup de termes inexacts au détriment de la République tchèque et 30 % de la population craint l'Allemagne.

24 - La Slovaquie

Les Slovaques n'ont pas formé dans le passé leur propre état. A partir du IX^e siècle, le pays était assujéti par les tribus magyares et resté sous la domination hongroise jusqu'en 1918. En 1848, les Slovaques se mobiliseront pour exiger l'égalité pour leur langue par rapport à l'Allemagne et au magyar. Nous pouvons dire que le XIX^e siècle est la date de naissance de la nation slovaque ainsi que du nationalisme slovaque contre les Hongrois comme conséquence de la magyrisation. Les Slovaques étaient considérés comme des Magyars halophones. En Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres, ils ont connu un développement culturel mais la politique d'une nation tchécoslovaque divisée par l'histoire a éveillé les tentations indépendantistes, attisées par une difficile situation sociale (environ 1 million les Slovaques ont abandonné leur pays , déménageant aux Etats-Unis et Kanada). Pendant le socialisme, la Slovaquie a connu une forte industrialisation pour diminuer les différences économiques des régions en Tchécoslovaquie. L'effort de l'égalité des deux nations s'est dirigé vers le fédéralisme en 1969. Chacune des deux républiques avait son gouvernement et son parlement national. Seules les finances, l'économie, la défense et la politique étrangère étaient fédérales. Le développement préférentiel pendant la période socialiste n'a pas pu empêcher aux voix d'autodétermination. Le sentiment d'autodétermination était plus fort en Slovaquie que le simple calcul et il s'est détaché de la force motrice que représentait le pays tchèque. C'est le pragocentrisme qui a motivé l'indépendantisme des Slovaques dans un environnement de tension sociales pendant la période de la restructuration de

l'industrie lourde et d'armement et de la transition vers l'économie du marché (chômage de 12 % en Slovaquie). Néanmoins un tiers des autorités politiques - « pragocentristes » - était représenté par des Slovaques vivant à Prague. C'est le nationalisme des nationalistes-droites en République tchèque, centre-gauche en Slovaquie - qui a gagné avec à leur tête deux protagonistes intransigeants. C'est pourquoi il a fallu divorcer le plus vite possible sans référendum. Sans regrets nationalistes envers la nation autrefois commune, chacune de ces deux nations doit maintenant assumer seule son héritage historique avec un phénomène persistant de nationalisme local.

Dans la Slovaquie indépendante, les Slovaques sont largement dominants (85 %) avec une minorité limitrophe hongroise (600 000 - 11 %) au sud et de Ruthènes (Ukrainies uniates) à l'est du pays. La minorité hongroise est ressentie comme une menace par les Slovaques. Il est vrai que la Hongrie a dans le passé, annexé les régions majoritairement hongroises de Slovaquie en 1938 (premier arbitrage de Vienne). Les revendications des partis hongrois de Slovaquie sont considérées comme séparatistes, puisque les droits des minorités en Slovaquie, hérités de l'Etat fédéral dépassent sur certains points les droits reconnus par la communauté internationale. En effet, en Slovaquie on trouve des sections hongroises dans quatre facultés universitaires, 2 théâtres professionnels, 11 associations culturelles, 26 périodiques hongrois. Des quatre partis politiques hongrois en Slovaquie, trois sont au Parlement avec 17 députés (17 %).

Les Slovaques sont sensibles aux revendications hongroises (la langue hongroise comme langue officielle) venant de la minorité comme de certains hommes politiques hongrois encourageant ses revendications, alors que la minorité slovaque en Hongrie, qui comptait en 1920 environ 500 000 Slovaques, n'en compte plus aujourd'hui que 80 000.

Les tensions, pendant les premières années d'indépendance de la Slovaquie, sont retombées de nos jours. La Hongrie a modéré sa politique en ce qui concerne ses minorités. La Slovaquie, pour ne pas être isolée au plan international, a signé et réalisé toutes les prescriptions des documents internationaux concernant le droit des minorités. La signature en mars d'un traité de bon voisinage avec la Hongrie est le signe de l'amélioration de la situation.

CONCLUSION

De toute évidence, les nationalités en Europe centrale n'ont jamais été semblables à celles de l'Europe occidentale; dans cette région, le problème est beaucoup plus complexe. L'expérience depuis le XIXe siècle montre qu'une régularisation externe a toujours été nécessaire (Le concert des nations après le congrès de Vienne en 1815). Certes, cette régularisation a tenu compte des intérêts plus ou moins cyniques des grandes puissances et elle a provoqué la

naissance du nationalisme de peuples assujettis, mais aussi une véritable idée de la stabilité européenne. Le séparatisme et le nationalisme qui fleurit en Europe trouve un précédent dans les mouvements de 1830 à 1849 dirigés contre des ensembles multinationaux et non, comme aujourd'hui, contre des Etats fédéraux. L'idée, que les puissances européennes doivent contrôler l'évolution, surveiller le problème des minorités, dire leur mot sur les frontières, bref sur la naissance progressive de ses nationalités, dans un difficile contexte ethnique, religieux reste permanente même après 1919.

Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » n'est jamais pris comme un absolu, même pas depuis la Première Guerre mondiale. L'ONU, aujourd'hui, préfère respecter les frontières et la souveraineté des états existants et insiste pour le respect des droits des minorités et des peuples indigènes au sein des droits de l'homme.

Il faut également regarder l'émergence du nationalisme en Europe centrale et orientale dans le contexte d'une évolution mondiale. En cette fin du XXe siècle les tensions économiques, l'amplification de la compétition internationale, la conscience de la précarité de toute prospérité poussent les populations à revendiquer une communauté vraiment homogène. D'où une évolution vers la décomposition des Etats fédéraux et le renouveau des Etats-nation. Il faut divorcer pour cohabiter en paix, pour mettre sur pied une coopération basée sur l'égalité et à la fin pour s'unir sur l'exemple de l'Europe occidentale. L'avenir est aux « régions Etats » qui dépassent le nationalisme. L'Europe centrale a fait le premier pas pour dépasser la période de l'Etat-nation quand ils ont formé le Groupe de Visegrad pour coordonner leurs demandes d'entrée dans l'Union Européenne. La démocratisation, le respect des minorités, la fixation des frontières, les ententes régionales pour réconcilier les particularismes nationaux, le tout dans un ensemble européen en construction, c'est le programme proposé pour l'Europe centrale et orientale par l'UE. Pour cette raison tous les pays du Groupe de Visegrad ont signé les accords du Pacte de stabilité en Europe, lors d'une conférence à Paris en 1995. Les pays post-communistes sont entrés sur le chemin de la démocratisation et de la transformation de leur économies vers l'économie de marché parce que les pays occidentaux représentent un modèle de démocratie, de prospérité et de sécurité.